

Une commission d'enquête parlementaire veut faire toute la transparence sur les crimes de pédophilie et leur dissimulation dans l'Eglise catholique

Article rédigé par *Le blog du Père Michel Viot*, le 17 octobre 2018

Source [Le blog du Père Michel Viot] Voici dans quels termes commence cet écho en forme de pétition [1]que ce vieux sépulcre blanchi [2]qu'est le journal Témoignage Chrétien demande de signer. Une remarque liminaire. Le gros titre ne mentionne que « les crimes de pédophilie dans l'Eglise catholique ». Le texte à signer, écrit en plus petit, comme les contrats d'assurance, demande « la transparence » et parle de « dissimulation ». Cette pétition n'est donc pas qu'une demande d'enquête venant d'élus de la nation, c'est aussi un acte d'accusation et de condamnation de l'Eglise catholique et sans jugement, car il y a pire, plus loin, j'y reviendrai !

Je relève cependant tout de suite que les rédacteurs reconnaissent que « l'Eglise catholique est réglée par l'état de droit » ajoutant « comme toute organisation religieuse en France ». Et il y là une première erreur de taille ! Contrairement aux autres organisations religieuses, l'Eglise catholique est dirigée par une hiérarchie spirituelle ayant à sa tête le Pape, évêque de Rome. Depuis que la France existe, tous les gouvernements français ont traité avec le Pape pour tout ce qui concernait la vie de l'Eglise catholique en France. À deux exceptions près, qu'il est d'actualité de rappeler : le « gouvernement » révolutionnaire de 1790 qui provoqua la constitution civile du clergé de 1790, volant les biens d'Eglise et imposant le schisme aux ecclésiastiques sous peine de persécutions (qui ne tardèrent pas à devenir la mort), et le gouvernement d'Emile Combes, en rompant d'une manière unilatérale le concordat napoléonien sans discussion préalable, par la rupture des relations diplomatiques avec le Saint Siècle en 1904, puis par la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat ! Et là encore il y eu vol de tous les biens d'Eglise avec la compensation du possible entretien des bâtiments. Aussi quand le texte de la pétition nous parle « des aides publiques et fiscales dont l'Eglise bénéficie », je me permets de dire que nous sommes bien loin du compte par rapport aux deux vols de 1790 (qui commencèrent exactement en 1789) et de 1905, d'autant plus, et cela la pétition est bien obligée de le reconnaître, que ces dédommagements viennent de la participation de l'Eglise à « des missions d'intérêt général ».

Cela dit, quand il a bien fallu trouver une solution pour que l'Eglise catholique puisse avoir un minimum d'assise légale en France, le gouvernement français s'est tourné vers le Pape Pie XI, pour rétablir des relations diplomatiques et conclure en 1924 un accord sur l'organisation d'associations cultuelles diocésaines. Et je rappelle qu'à cette date le Pape n'avait pas retrouvé sa situation de chef d'Etat (il faudra attendre les accords de Latran de 1929). La république laïque avait donc traité avec un chef spirituel, reconnu de fait comme tel. Ainsi l'Eglise catholique a-t-elle en France une situation singulière. Elle existe comme réalité diplomatique et comme association de droit commun (école, patronage, scoutisme...) ou de droit

particulier (diocésaines, congrégations...). Donc, la commission enquêterait sur des faits dont le lien intellectuel serait a priori le catholicisme. C'est présumer qu'il existe un rapport nécessaire ou spécial entre pédophilie et catholicisme. Et de l'immense jouissance pour certains, parmi les catholiques et plus spécialement chez quelques dames, de mettre en cause le célibat des prêtres. Ce que dément la criminologie : le profil type du pédophile est un père de famille qui viole ses enfants, ou ceux des autres. Mes dix ans comme aumônier de prison me confirment cela amplement, entre autre ! N'oublions pas aussi les récents scandales concernant les abus constatés dans le monde sportif, et plusieurs centaines de faits qui concernent les professeurs et instituteurs laïcs. L'Eglise catholique serait alors fondée de mettre en avant la discrimination religieuse dont elle serait victime. Si une commission parlementaire devait être constituée pour enquêter sur la pédophilie, elle devrait examiner toutes les activités qui impliquent la jeunesse, y compris bien sûr les confessionnelles. C'est dans cet esprit, je pense, que certains évêques ou responsables religieux ont répondu « pourquoi pas ? » à cette initiative. Soit on enquête sur tout le monde, soit on enquête sur personne ! Et alors on laisse la police et la justice faire leur travail avec la collaboration efficace et de bonne foi des autorités catholiques quand elles sont concernées.

Et cette dernière considération me ramène au texte de la pétition que je trouve navrant comme venant d'un journal qui a dans son titre l'adjectif chrétien. Il est vrai que ce mot est précédé de « témoignage ». En lien avec ce qui est chrétien, quand on a lu tout le texte, on ne peut songer qu'aux faux témoins qui accusèrent Jésus d'avoir voulu faire détruire le Temple de Jérusalem lors de son procès. Un peu de vérité déformée par des affirmations mensongères. Ce fut un des premiers cocktails de témoignage chrétien de l'époque. Et si l'on réfléchit un peu plus, on pense à l'histoire du journal Témoignage Chrétien depuis sa création en 1941, qui finira par devenir, beaucoup plus tard un de nos sépulchres blanchis, au sens où en parlait Jésus. Et là les couches de blancheur doivent être très épaisses pour masquer le rouge sang qui pendant longtemps a maculé cette publication. J'en parlerai dans mon prochain blog. Aujourd'hui je veux m'en tenir à l'aspect faux témoignage du texte publié, ainsi que de son état d'esprit, qui selon moi constitue un péché grave de la part des auteurs et des signataires.

Voici les expressions les plus significatives concernant l'Eglise catholique. On y parle de « ses crimes et de leur dissimulation », des avertissements du Pape François qui « seraient restés lettre morte, singulièrement en France », de « système de mensonge organisé au niveau des responsables, c'est à dire des évêques. », de possibilité pour les pouvoirs publics, par le biais de la commission « d'exiger la communication des archives diocésaines » et l'on conclut sur « le silence assourdissant de la hiérarchie catholique devant les souffrances qu'elle a pour l'essentiel, sciemment ignorées ou même cachées pendant trop longtemps ».

Pour avoir voyagé pendant quatre ans (entre 2014 et 2018, de par mon ministère) dans beaucoup de régions de France, et avoir été d'une manière générale assez bien informé par mes confrères de ce qui se passait dans les diocèses, je tiens à m'inscrire en faux contre les sous-entendu calomnieux de cette pétition. La France est très certainement un des pays où l'épiscopat applique le plus la tolérance zéro voulue par Benoît XVI, avant même d'être élevé au Souverain Pontificat. Dès 1995, comme président de la Congrégation pour la Doctrine et la Foi, il la réclamait. Mais, dans ce que des gens mal intentionnés appellent à tort « l'affaire Barbarin », je rappelle que les accusations lancées contre le prêtre du diocèse de Lyon, ont été rendues publiques dès 1991, et concernent des faits qui se sont produits entre 1980 et 1990. Un procès pénal est en cours, tout comme le procès canonique, ce dernier étant arrêté momentanément pour ne pas gêner le procès pénal, selon les usages établis en France de par la pratique de la loi de séparation de 1905.

On a imputé à tort ces retards au Cardinal archevêque de Lyon, il est même entrepris en justice, comme témoin, je précise, et sur ce point précis on ne peut que se taire et attendre le jugement. La pétition, sans nommer bien sûr le Cardinal, le condamne déjà ! Par respect pour les magistrats et les lois de mon pays, je ne veux pas entrer dans les détails de ce qui lui est reproché. Mais j'estime avoir le droit de conseiller à mes lecteurs de se reporter à La Croix du 29/08/2018, où trois collaborateurs du Cardinal, dont deux évêques, témoignent de la bonne foi de leur Archevêque, de sa collaboration franche avec la justice, de son réel souci des victimes. Nous sommes bien loin de ce que laisse entendre la pétition. A titre personnel, j'ai été témoin, comme beaucoup du lynchage médiatique dont l'Archevêque de Lyon a été l'objet, et je ne suis pas éloigné

de penser qu'on lui fait payer ses positions catholiques contre la loi Taubira ! D'ailleurs le vocabulaire de la pétition va dans le sens d'un règlement de comptes. C'est du moins mon impression. C'est pourquoi j'affirme ma confiance et ma respectueuse amitié pour notre Primat des Gaules. J'invite à la prière pour lui-même et son diocèse. Car un peu partout on sent chez certains êtres, autant fragiles que dangereux, la haine monter contre l'Eglise catholique. Aussi ajouterai-je une anecdote bien significative d'une mentalité insupportable dont malheureusement la pétition se fait l'écho. On y sent en effet la mauvaise odeur de l'esprit pharisien mêlant la calomnie insidieuse à l'étalage de sa bonne conscience assoiffée de justice. Mais, techniquement parlant, c'est un beau travail de destruction, psychologiquement bien construit. Les auteurs ne sont d'ailleurs pas des enfants de chœur, raison pour laquelle ils nous donnent « un témoignage chrétien » si convaincant.

Ainsi, récemment, lors d'une messe dominicale dont les textes bibliques exhortaient à ne pas avoir recours au divorce et à accueillir les petits enfants [3], je faisais remarquer, entre autre, que Jésus prenait la défense des plus faibles dans la société de son temps. Il voulait soustraire les femmes de l'arbitraire des décisions masculines (il évoque la dureté des cœurs pour les lettres de divorce), et donner aux petits enfants un statut religieux et ainsi appeler au respect envers eux. J'ai relevé à ce sujet que des prêtres de notre Eglise n'avaient hélas pas donné l'exemple à cause du crime de pédophilie, violence intolérable faite aux enfants. Mais j'ai aussitôt ajouté que la pétition demandant la formation de la commission parlementaire était une mauvaise initiative, parce qu'elle ne visait que l'Eglise catholique, et que si une enquête des élus de la nation est sollicitée, il faut qu'ils convoquent toutes les associations, organismes ou groupements qui accueillent de jeunes enfants. Cette commission aura ainsi l'assise nationale qui lui sied !

J'ai rajouté qu'il fallait même aller plus loin, et ce dans l'esprit des textes bibliques médités ce jour : à savoir dénoncer toutes les violences exercées en France sur les plus faibles, en ne se limitant pas aux abus sexuels dont sont victimes les enfants (la pétition) ou encore les femmes battues à mort par leur conjoint. Tout cela procède en effet d'une civilisation de l'orgueil et de l'exaltation de l'individu fort et puissant qui produit et qui achète, utile à ses semblables, selon la déclaration des droits de l'homme de 1789. Il faut donc dénoncer en même temps comme crimes contre les plus faibles les 230 000 avortements pratiqués en France par an, les maltraitements honteux dont sont victimes les vieillards dans certaines de nos maisons de retraite, voire de nos hôpitaux, et je n'oublie pas l'état déplorable de beaucoup de nos prisons françaises...

Eh bien, à la sortie, une chrétienne de gauche, reconnaissable à son air triste de porteuse de tous les péchés du monde, des laïcs diraient constipée, pétitionnaire de Témoignage chrétien, m'accusa de cléricisme à cause de mon opposition à la création de sa chère commission, et bien sûr de vouloir par là protéger mes confrères coupables ! Du reste de mes propos, elle n'avait rien entendu ou rien voulu entendre. Car je contestais nullement la comparution de prêtres devant la justice ou encore leur éventuelle audition comme témoin. Un prêtre dans le domaine pénal n'est pas un citoyen privilégié, il a droit aux juges, comme tout le monde, surtout dans une société française qui se veut laïque et où règne la loi de séparation des Eglises et de l'Etat. Pour reprendre l'admirable expression de Jean Racine, et en l'appliquant à la commission parlementaire que certains voudraient voir former pour juger la seule Eglise catholique, je dirais que nous n'acceptons « ni cet excès d'honneur, ni cette indignité. » [4]. D'ailleurs, si dans les auteurs de la pétition on est douloureusement surpris de voir des connaisseurs en droit signer de telles inepties juridiques sur la situation de l'Eglise catholique sur le plan légal et la méconnaissance de la gravité de l'a priori discriminatoire qui consisterait à n'examiner que son cas, on l'est en revanche beaucoup moins quand on voit d'autres noms qui vivent dans le perpétuel règlement de compte avec une institution dont ils disent bien souvent faire partie. Certains parleront « d'amour vache ». Je resterai quant à moi théologien, et évoquerai plus simplement le syndrome de Judas. Ce titre est dans la logique de l'entité à la base de cette affaire : Témoignage chrétien. Judas est en effet un des pères spirituels de ce journal, ou du moins de ce que son titre suggère. Oui Judas est l'auteur d'un témoignage chrétien, et même l'un des premiers à témoigner du Christ en le désignant aux soldats qui viennent l'arrêter. Il le trahit certes, mais pas pour rien, trente deniers, et il le désigne par un baiser. N'est-ce pas l'annonce d'une forme de conscience que le Christ a de la valeur, alors que pour tant d'autres il ne vaut rien ? Ce geste ne montre-t-il pas non plus que Jésus peut rapporter autre chose que des persécutions, mais aussi des sous ? L'inimitable François Mauriac avait produit deux mots inoubliables sur cette question. Rencontrant Daniel Rops, accompagné de son épouse, qui venait de publier avec un immense succès sa vie

de Jésus, Mauriac ne put s'empêcher de caresser le vison de Madame en s'exclamant : « Doux Jésus ! ». Madame Pedotti qui vient de racheter Témoignage chrétien après avoir publié de nombreux livres à succès, utilisant même à l'insu de tous (ou presque...) le pseudonyme d'un prêtre imaginaire (je l'espère du moins) nommé Pietro de Paoli, ne porte sans doute pas de vison, et je l'en félicite. Je note quand même au passage que cela n'irait guère avec ce qui lui tient lieu de théologie. Mais cela ne l'exclue pas pour autant du club très fermé pour lequel Jésus a été doux... financièrement, jusqu'à présent du moins ! Malgré son livre co écrit avec Anne Soupa « Les pieds dans le bénitier » ! Heureusement pour ses moyens matériels, qui à défaut de lui avoir procuré un vison, lui ont permis d'acheter Témoignage chrétien, elle a produit d'autres écrits parfaitement relayés parce que fort peu catholiques et venant d'une catholique si j'ose dire « patentée ». D'où le succès assuré. Mais maintenant, la prise de Témoignage chrétien la fait entrer sur une route qui mène de « Jerusalem à Jéricho ». Ça descend, et on y fait de mauvaises rencontres... C'est tout l'héritage de ce journal que Madame Pedotti va devoir assumer. J'en parlerai dans mon prochain blog. Je dirai simplement que ses débuts, avec cette affaire de pétition ne me « déçoivent » pas dans ce journal très particulier. Judas le fondateur spirituel doit lui sourire de là où il est. Je pense pas en revanche que le fondateur effectif, le Père Pierre Chaillet [5] en soit très heureux !

[1]<http://pedophilieeglise.wesign.it/fr>

[2]Matthieu 23 v27 « Malheureux êtes-vous, scribes et pharisiens hypocrites, vous qui ressemblez à des sépulcres blanchis : au dehors ils ont belle apparence, mais au dedans ils sont pleins d'ossements de morts et d'impuretés de toutes sortes. »

[3]Evangile du 27ème dimanche du temps ordinaire Marc 10 v 2-16

[4]Jean Racine Britannicus

[5]Pierre Chaillet (1900-1972) SJ. Il créa en 1941 Les cahiers du Témoignage chrétien. J'évoquerai sa très grande personnalité dans mon prochain blog